

DEPECHE AFP DU 17 JUILLET 2025 7H53

La filière électrique presse le gouvernement de publier la programmation énergétique "sans délai"

Une vingtaine de syndicats et fédérations professionnelles de l'électricité maintiennent la pression sur le gouvernement en l'appelant à publier "sans délai" le décret qui décline la feuille de route pour le futur énergétique de la France, un texte qui a déjà deux ans de retard.

La publication de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est très attendue par les acteurs de l'énergie pour lancer des appels d'offre, notamment dans l'éolien en mer, sécuriser des investissements, anticiper les besoins de formation et d'emploi, prévoir les infrastructures...

"Un tel signal fort offrirait la visibilité indispensable aux acteurs industriels", soulignent dans une lettre ouverte une vingtaine de fédérations professionnelles dont l'Union française de l'électricité, le syndicat des énergies renouvelables, le syndicat de l'énergie solaire Enerplan, la Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (Fieec)...

"Face aux messages contradictoires envoyés ces dernières semaines, notamment sur le rôle des énergies renouvelables (...), la publication du décret PPE rappellerait à tous la complémentarité entre le nucléaire et les énergies renouvelables électriques et enverrait un signal de confiance fort aux filières", écrivent les signataires.

Ces derniers ne souhaitent plus attendre ce texte alors que de nouvelles menaces de censure planent sur le gouvernement, après l'annonce mardi de ses premières orientations pour le budget.

Le 8 juillet, le Sénat a de nouveau approuvé une loi sur l'avenir énergétique de la France, consacrant une relance massive du nucléaire, et censée aider l'exécutif à finaliser son décret de programmation pluriannuelle de l'énergie "avant la fin de l'été", comme annoncé par le Premier ministre François Bayrou.

La loi doit désormais faire son retour fin septembre à l'Assemblée nationale, où les débats inauguraux sur ce texte ont déjà été très chaotiques, conduisant à son rejet en première lecture fin juin, après une tentative du RN et de la droite d'imposer un moratoire sur les nouvelles installations renouvelables.